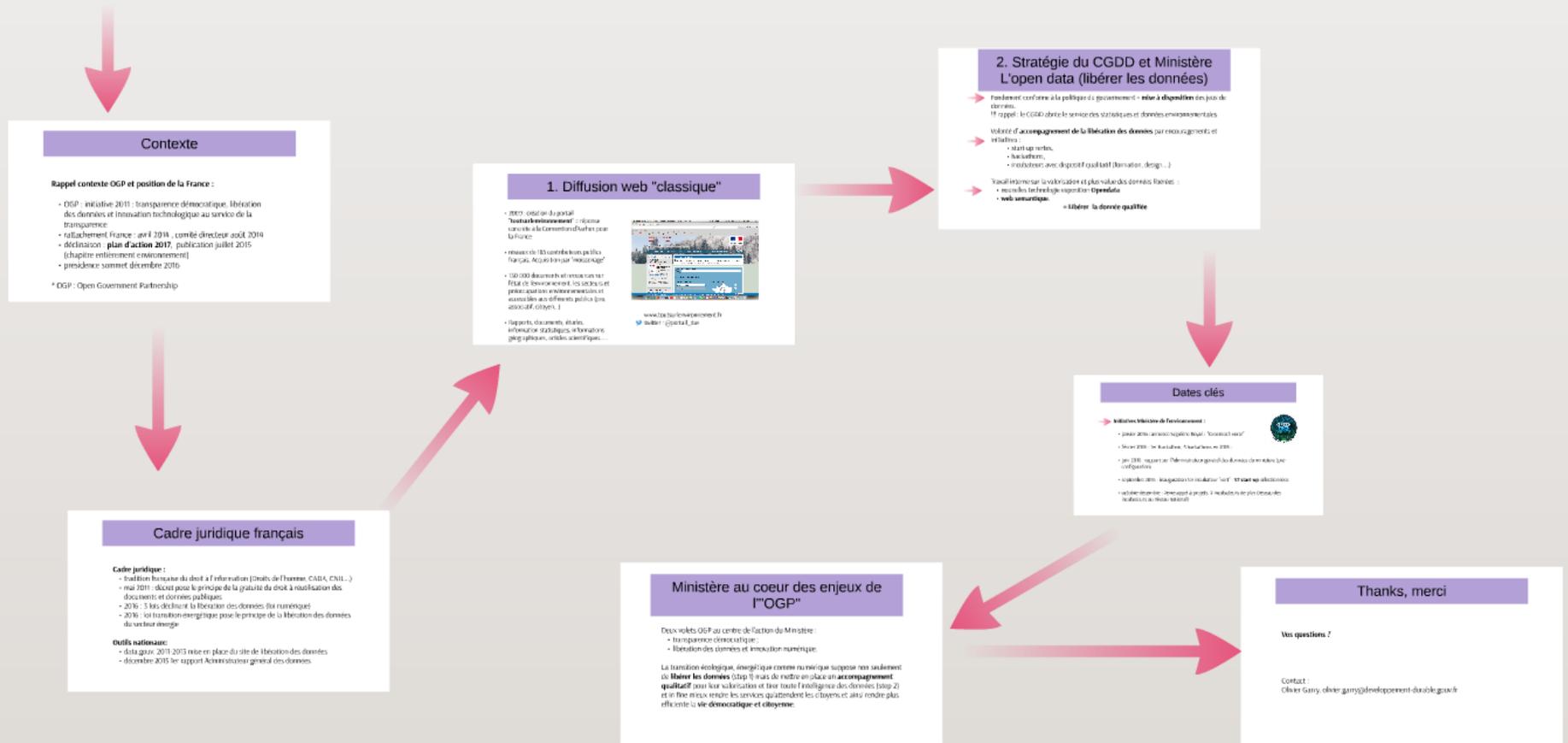
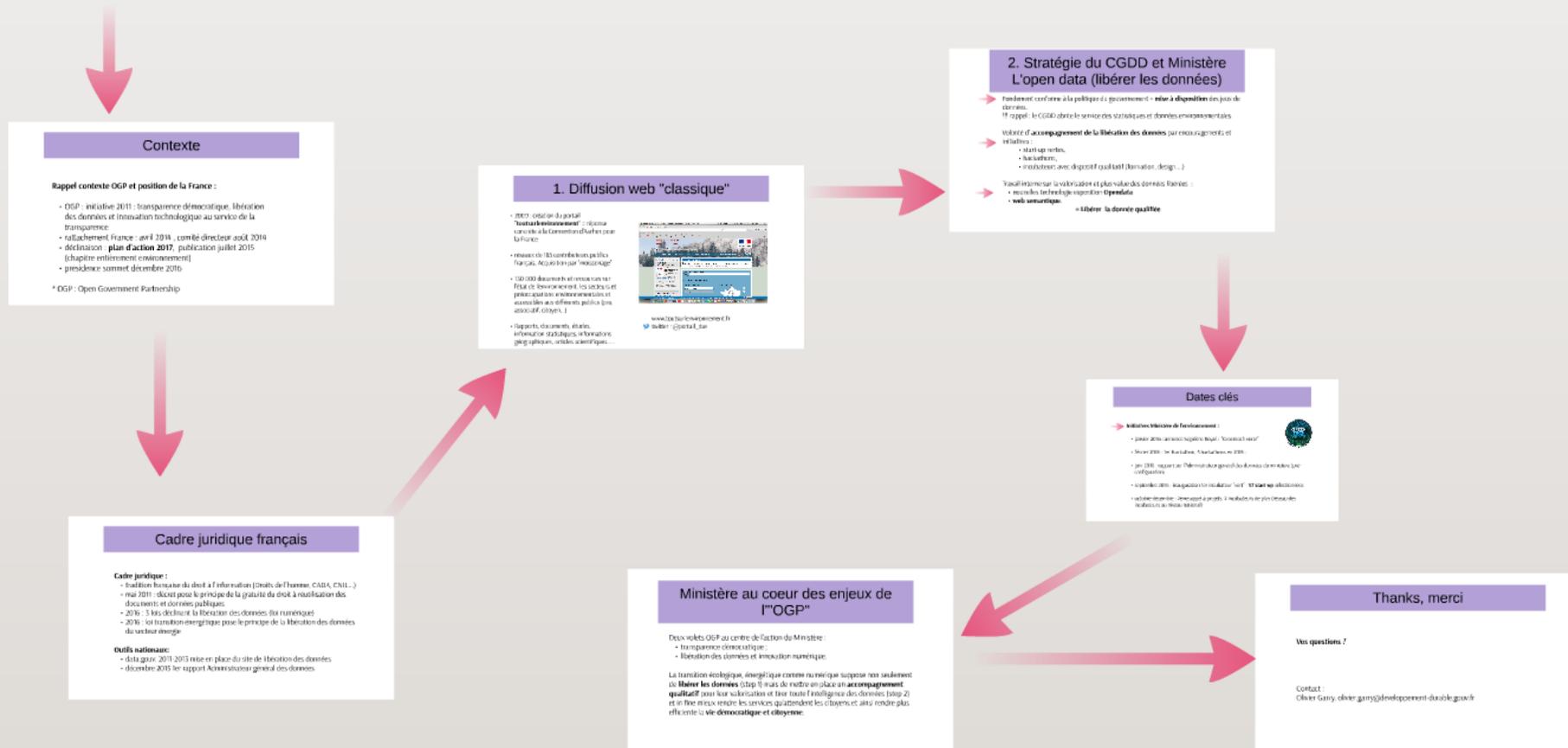


Libération des données environnementales, L'approche du Ministère de l'environnement



Libération des données environnementales, L'approche du Ministère de l'environnement





Contexte

Rappel contexte OGP et position de la France :

- OGP : initiative 2011 : transparence démocratique, libération des données et innovation technologique au service de la transparence
- rattachement France : avril 2014 , comité directeur août 2014
- déclinaison : **plan d'action 2017**, publication juillet 2015 (chapitre entièrement environnement)
- présidence sommet décembre 2016

* OGP : Open Government Partnership

Cadre juridique français

Cadre juridique :

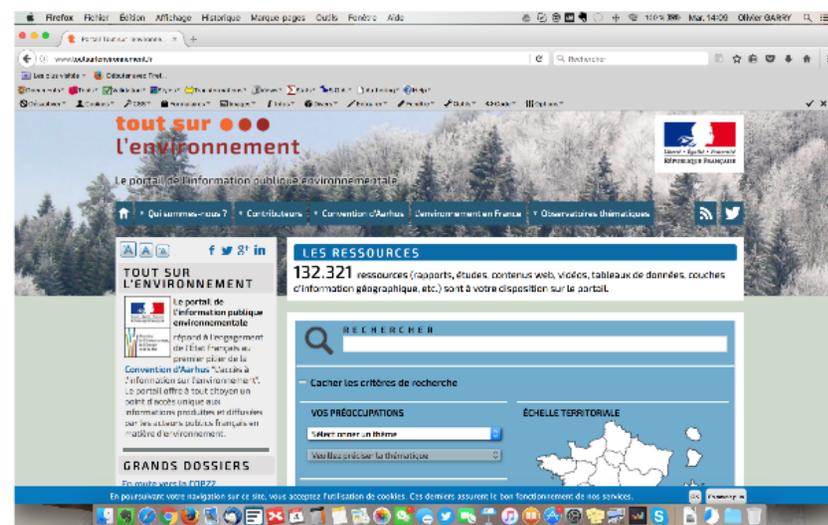
- tradition française du droit à l'information (Droits de l'homme, CADA, CNIL...)
- mai 2011 : décret pose le principe de la gratuité du droit à réutilisation des documents et données publiques
- 2016 : 3 lois déclinant la libération des données (loi numérique)
- 2016 : loi transition énergétique pose le principe de la libération des données du secteur énergie

Outils nationaux:

- data.gouv. 2011-2013 mise en place du site de libération des données
- décembre 2015 1er rapport Administrateur général des données

1. Diffusion web "classique"

- 2009 : création du portail "**toutsurlenvironnement**" = réponse concrète à la Convention d'Aarhus pour la France
- réseaux de 185 contributeurs publics français. Acquisition par "moissonage"
- 130 000 documents et ressources sur l'état de l'environnement, les secteurs et préoccupations environnementales et accessibles aux différents publics (pro, associatif, citoyen...)
- Rapports, documents, études, information statistiques, informations géographiques, articles scientifiques.....



www.toutsurlenvironnement.fr

twitter : @portail_tse

2. Stratégie du CGDD et Ministère L'open data (libérer les données)

→ Fondement conforme à la politique du gouvernement = **mise à disposition** des jeux de données.

!!! rappel : le CGDD abrite le service des statistiques et données environnementales

→ Volonté d' **accompagnement de la libération des données** par encouragements et initiatives :

- start-up vertes,
- hackathons,
- incubateurs avec dispositif qualitatif (formation, design....)

→ Travail interne sur la valorisation et plus-value des données libérées :

- nouvelles technologie exposition **Opendata**
- **web sémantique.**

= **Libérer la donnée qualifiée**

Dates clés



→ Initiatives Ministère de l'environnement :

- janvier 2016 : annonce Ségolène Royal : "Greentech verte"
- février 2016 : 1er Hackathon, 5 hackathons en 2016 ;
- juin 2016 : rapport sur l'Administrateur général des données du ministère (pré-configuration)
- septembre 2016 : inauguration 1er incubateur "vert" : **47 start-up** sélectionnées
- octobre-décembre : 2ème appel à projets, 2 incubateurs de plus (réseau des incubateurs au niveau national)

Ministère au coeur des enjeux de l'"OGP"

Deux volets OGP au centre de l'action du Ministère :

- transparence démocratique ;
- libération des données et innovation numérique.

La transition écologique, énergétique comme numérique suppose non seulement de **libérer les données** (step 1) mais de mettre en place un **accompagnement qualitatif** pour leur valorisation et tirer toute l'intelligence des données (step 2) et in fine mieux rendre les services qu'attendent les citoyens et ainsi rendre plus efficiente la **vie démocratique et citoyenne**.

Thanks, merci

Vos questions ?

Contact :

Olivier Garry, olivier.garry@developpement-durable.gouv.fr

Libération des données environnementales, L'approche du Ministère de l'environnement



Contexte

Rappel contexte OGP et position de la France :

- OGP : initiative 2011 : transparence démocratique, libération des données et innovation technologique au service de la transparence
- rattachement France : avril 2014, comité directeur août 2014
- déclinaison **plan d'action 2017**, publication juillet 2015 (chapitre entièrement environnement)
- présidence sommet décembre 2016

* OGP : Open Government Partnership

1. Diffusion web "classique"

- 2012 : opération du portail "Données Environnement" : réponse concrète à la Convention d'Amsterdam pour l'Europe
- mise en place de 100 milliers de données publiques françaises. Acquisition par "messagerie"
- 100 000 documents et accès aux services de l'Etat de l'environnement, les services et principales administrations et services liés aux différents publics (notamment citoyens...)
- supports, documents, ateliers, information, ateliers, formations (jeux, applications, articles scientifiques...)



www.data.l'environnement.fr
Twitter @data13e

2. Stratégie du CGDD et Ministère L'open data (libérer les données)

- Fondement conforme à la politique du gouvernement : **mettre à disposition des jeux de données**. Il s'agit, le CGDD offre le service des statistiques et données environnementales
- Volonté d'**accompagnement de la libération des données** par encouragements et initiatives :
 - start up vertes,
 - hackathons,
 - partenariats avec des entreprises (innovation, design...)
- Travail intensif pour la vérification et plus-valides données libérées :
 - recensement de l'ensemble des données
 - **web automatique** : **libérer la donnée qualifiée**

Dates clés

- **Initiatives Ministère de l'environnement :**
- janvier 2016 : arrêté relatif à l'Etat "ouvert" des données
- février 2016 : loi sur la transparence, l'accès à l'information et la lutte contre la corruption
- mai 2016 : rapport de l'Observatoire général des données de l'environnement
- septembre 2016 : stratégie de l'Etat "ouvert" des données
- novembre 2016 : lancement de projets de libération de jeux de données de l'environnement



Cadre juridique français

Cadre juridique :

- Evolution juridique du droit à l'information (Lois de l'Homme, CADA, CNIL...)
- mai 2011 : décret pose le principe de la gratuité du droit à réutilisation des documents et données publiques
- 2016 : 5 lois déclinent la libération des données de numérique
- 2016 : loi transition énergétique pose le principe de la libération des données de votre énergie

Outils nationaux :

- data.gouv 2011-2013 mise en place du site de libération des données
- décembre 2015 le portail Administration général des données

Ministère au coeur des enjeux de l'OGP

Deux volets OGP au centre de l'action du Ministère :

- transparence administrative
- libération des données et innovation numérique

La transition écologique, énergétique comme numérique suppose non seulement de **libérer les données** (step 1) mais de mettre en place un **accompagnement qualitatif** pour leur valorisation et leur usage (intelligence des données (step 2) et in fine et eux rendre les services quotidiens les citoyens et ainsi rendre plus efficace la **vie démocratique et citoyenne**.

Thanks, merci

Vos questions ?

Contact :
Olivier Garry, olivier.garry@developpement-durable.gouv.fr